

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOI

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 77
Excusés : 3
Absents :

REUNION DU 11 AVRIL 2026

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-SIX, le SAMEDI ONZE AVRIL à DIX HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry, 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT PRESENTS

Mme Nawel AATIF, Mme Ameni ABDELJELIL, Mme Farida ADLANI, M. Abdelkader ARRAHMANE, M. François ASENSI, M. Azad BABUROGLU BAPIR, Mme Djamila BELHARIZI, Mme Fatima BELMOUDEN, M. Bruno BESCHIZZA, M. Stéphane BLANCHET, Mme Fatma BOUDRAF, Mme Célia BOUHACINE, M. Karim BOUMEDJANE, M. Denis CAHENZLI, M. Frank CANNAROZZO, M. Eric CEPRANI, M. Laurent CHANTRELLE, M. Mohamed CHERIF, M. Abdelouaheb CHERIGUENE, Mme Anne-Marie DARD, Mme Estelle DAVOUST, M. Sébastien DE CARVALHO, Mme Virginie DE CARVALHO, Mme Muriel DEBRABANT, M. MÉRIL DECIMUS-NOVAR, Mme Mariam DIAWARA, Mme Fatimata DOUCOURE-BAH, M. Fouad EL KOURADI, Mme Jihane EL MESSAOUDI, Mme Arhella EL SODY, M. Abderrazak FADILI, M. Vincent FAVERO, M. Seïd FERRAT, M. Ladj GASSAMA, M. Dominique GAULON, M. Quentin GESELL, M. Julien GOLDBERG, Mme Shéhérazade KASMI, M. Mohamed KHEMLICHE, M. Moussa KONATE, Mme Aude LAGARDE, M. Jean-Christophe LAGARDE, Mme Muriel LAGNEAU, Mme Karine LANCHAS, M. Michel LASTAPIS, M. Diven LECUIR, Mme Elena MALANDRA, M. Christian MALKIC, M. Anthony MANGIN, Mme Séverine MAROUN, M. Paulo MARQUES, M. Rachid M'BARKI, Mme Gemmila MEGHRAOUI, Mme Chérifa MEKKI, M. Tarik MESSAOUDI, Mme Mounia MESTAOU, M. Didier MIGNOT, Mme Sabrina MISSOUR, Mme Chantal MOREAU, M. Sébastien MORIN, M. Medhi NEZZAR, M. Idriss NIANG, M. Eric PALLUD, M. Alain RAMADIER, Mme Sylvie RIOL, Mme Nelly ROLAND, Mme Aïssa SAGO, M. Gilles SAULIERE, M. Oussouf SIBY, Mme Rabéha SOLTANI, Mme Bilé SYLLA, M. Demba TALL, Mme Sukran TOSUN, M. Demba TRAORE, M. Julien TURBIAN, M. Gokhan UNVER, Mme Mélissa YOUSSEF.

EXCUSES

Mme Safia BACH RUSSO, M. Jean-Philippe RANQUET, Mme Fatou SAGNA,

AYANT
DONNE
POUVOIR A

M. Stéphane BLANCHET, M. BOUMEDJANE Karim, Mme Chérifa MEKKI,

SECRETAIRE DE SEANCE

Mme Nawel AATIF

DELIBERATION N°35 – VIE INSTITUTIONNELLE – DELEGATION D'ATTRIBUTIONS DE L'ORGANE DELIBERANT AU PRESIDENT

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment, l'article L.5219-2 et L.5211-10,

Vu la délibération du 11 avril 2026 portant élection du Président de l'EPT Paris Terres d'Envol,

Après en avoir délibéré,

- **DECIDE DE DELEGUER** au Président pour la durée de son mandat, les attributions telles qu'énumérées ci-après :
 - Arrêter et modifier l'affectation des propriétés utilisées par les services publics de l'établissement public territorial.
 - Approuver les divers règlements intérieurs applicables dans les propriétés du territoire.
 - Autoriser et procéder, au nom de l'établissement, au renouvellement de l'adhésion aux organismes et associations publics ou privés dont il est membre.
 - Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la souscription d'ouvertures de crédits de trésorerie et de passer à cet effet les actes nécessaires. Ces ouvertures de crédits seront d'une durée maximale de 12 mois, dans la limite d'un montant annuel de 10 000 000 €, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière et comporteront un ou plusieurs index parmi les index suivants – EONIA, T4M, EURIBOR – ou TAUX FIXE.

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20260411-35-11-04-2026-DE
Date de télétransmission : 23/04/2026
Date de réception préfecture : 23/04/2026

- Contracter tout emprunt à moyen et long terme, dans une limite maximale de 30 ans et à un Taux Effectif Global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière, pouvant comporter un différé d'amortissement. Le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs caractéristiques, ci-après définies :
 - La faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable.
 - La faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif aux calculs du ou des taux d'intérêt.
 - Des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement anticipé et / ou de consolidation.
 - La possibilité d'allonger la durée du prêt (dans la limite susvisée).
 - La faculté de modifier la périodicité et le profil du remboursement.

Par ailleurs, le Président pourra conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus. Les index de référence pourront être tout taux parmi ceux communément utilisés sur les marchés concernés. L'emprunt devra être classé en A1 ou A2 dans la charte de Gissler.

- Procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements dans les conditions suivantes :
 - 40 000 000 € par an pour le budget principal ;
 - 15 000 000 € par an pour chacun des budgets annexes.
- Procéder au remboursement anticipé des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur et contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les capitaux restant dus et, le cas échéant, les indemnités compensatrices, et à effectuer les opérations financières utiles à la gestion des emprunts.
- Admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur au seuil fixé par décret. Ce même décret précise les modalités, suivant lesquelles le président rend compte au conseil de territoire de l'exercice de cette délégation.
- Régler les conséquences dommageables des sinistres engageant la responsabilité civile du Territoire dans la limite de 35 000 €, pour tous les sinistres non pris en charge par le contrat d'assurance souscrit par le Territoire et ou pour son compte, et autoriser le président à signer les protocoles transactionnels de règlement amiable des litiges y afférent.
- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres, et passer les avenants aux contrats et aux marchés publics lorsque les crédits sont inscrits au budget.
- Approuver les conventions constitutives de groupement de commandes dans le respect de la réglementation de la commande publique quels que soit leur montant et en ce compris leurs avenants.
- Décider de l'aliénation et l'acquisition de gré à gré de biens jusqu'à 60 000 €.
- Procéder au déclassement du domaine public.
- Réitérer le transfert de propriété, par acte authentique, des parcelles supportant des équipements publics ayant fait l'objet d'une remise d'ouvrage à l'EPT, dans le cadre d'une opération d'aménagement.
- Solliciter auprès de l'Etat, d'autres collectivités territoriales ou de tout autre organisme public ou privé, l'attribution de subventions sans limitation de montant maximum.
- Fixer les tarifs des droits et prestations de l'EPT réalisés au titre de ses compétences.
- Décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas 12 ans.
- Passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes.
- Créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services du territoire.
- Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.
- Fixer les rémunérations et régler les frais d'honoraires des avocats, notaires, commissaires de justice et experts.
- Fixer dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes.
- Intenter au nom du Territoire les actions en justice ou de le défendre dans les actions intentées contre lui, pour l'ensemble des affaires contentieuses, relevant de la juridiction administrative ou de la juridiction judiciaire, et ce quel que soit le degré de juridiction et la formation de jugement, en ce compris la constitution de partie civile.
- Accorder les demandes de dégrèvement de redevance d'assainissement à la suite de constats de fuite d'eau sur les canalisations d'eau potable après compteur.
- Accorder la protection fonctionnelle conformément aux articles L 134-1 à L 134-12 du code général de la fonction publique lorsque des agents ou des élus du Territoire sont victimes d'atteintes dans le cadre ou à raison de leur fonction.
- Fixer les indemnités octroyées aux stagiaires dans le respect des dispositions légales et réglementaires.
- Procéder à la signature des contrats et autres actes en matière de recours à l'intérim dans les cas et conditions prévus par la loi et les règlements, en cas de besoin urgent de procéder à un remplacement pour les services de l'établissement public territorial.

- Passer les contrats de recrutement dont l'emploi a été créé par le conseil de territoire.
 - Procéder à l'ouverture des placements à terme mentionnés au III de l'article L.1618-2 du CGCT en précisant l'origine des fonds, les montants à placer, la durée ou l'échéance maximale du placement ainsi que leur renouvellement.
 - Procéder à la signature des conventions financières pour la réalisation d'études et de travaux de dévoiement des réseaux concessionnaires dans la limite de 10% de l'opération totale ou de 300 000 €HT.
 - Déléguer au président, pour la durée de son mandat, la signature des conventions financières pour la réalisation d'études et de travaux de dévoiement des réseaux assainissement financés par la concessionnaire, la collectivité ou l'aménageur qui en fait la demande.
 - Approuver les conventions à conclure avec les bailleurs définissant l'usage et l'entretien de conteneurs enterrés.
 - Saisir pour avis la commission consultative des services publics locaux sur les projets de délégation de service public, de création d'une régie dotée de l'autonomie financière ou de contrat de partenariat.
 - Approuver les conventions « ACTES » et leurs avenants relatifs à la dématérialisation et à la transmission des actes au contrôle de légalité.
- **PRECISE** que les délégations consenties relatives à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement général des conseils municipaux.
 - **PRECISE** qu'en cas d'empêchement provisoire du Président, les décisions ayant fait l'objet de la délégation pourront être prises par un vice-président pris dans l'ordre du tableau.
 - **RAPPELE** que, lors de chaque réunion du conseil de territoire, le président rendra compte des attributions exercées par lui-même, par délégation du conseil.

ADOpte A LA MAJORITE

(70 VOIX POUR, 7 VOIX CONTRE : DJAMILA BELHARIZI,
FATMA BOUDRAF, LAURENT CHANTRELLE, MOUSSA KONATE,
DIVEN LECUIR, ELENA MALANDRA, OUSSOUF SIBY,
3 ABSTENTIONS : MURIEL DEBRABANT, DIDIER MIGNOT,
GOKHAN UNVER)


 Le Président
Bruno BESCHIZZA